



*Développement des
Investigations sur
Ajustement à
Long terme*

N° 93001

**ANALYSE FONCTIONNELLE DE LA DEPENSE PUBLIQUE
A MADAGASCAR**

**Sandrine MESPLE-SOMPS
Revue des dépenses publiques
Madagascar – décembre 1992**

1. Cadre de la mission.

Cette étude s'insère dans le cadre d'une mission conjointe Banque Mondiale CCE qui s'est déroulée pendant les trois premières semaines du mois de décembre. L'objectif a été de définir un cadrage macroéconomique de l'économie malgache avec un volant revue des dépenses publiques afin de déterminer les potentialités de croissance du pays. A l'issue de la mission la Banque Mondiale s'est proposée de définir un livret blanc d'intentions et de mesures macroéconomiques avec 3 propositions de scénarios de croissance :

- un taux de croissance de 0%,
- un taux de croissance d' environ 3% égal au taux de croissance de la population : stabilisation du revenu par tête,
- un taux de croissance de 6% permettant un accroissement du revenu par habitant.

La revue des dépenses publiques avait un double objectif :

- à moyen terme définir une politique budgétaire propice à une stratégie de croissance pour l'économie malgache,
- à court terme, dans cette période de transitions politique et économique, se donner la possibilité de définir pour 1993 une ligne d'actions provisoires.

La composition de la dépense publique est analysée du point de vue tant de la croissance que de sa contribution à une meilleure efficacité économique. De fait la revue des dépenses publiques comporte des volets sectoriels plus particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des travaux publics (routes, transport...), un volet macroéconomique d'appréciation du cadrage général et enfin une analyse sur l'élaboration du budget 1993 et sur le programme d'investissement public 1993-1995.

Ce rapport a pour objet une analyse intersectorielle des dépenses publiques de l'Etat malgache sur les trois dernières années en prenant comme année de référence 1990. L'intérêt d'une telle analyse est de déterminer comment les ressources publiques sont allouées, de voir dans quelles mesures cette structure est propice à une croissance économique et s'il y a eu ou non une restructuration de la politique budgétaire.

2. Le contexte macroéconomique.

Madagascar est un pays où le PIB par tête n'a pas cessé de chuter de 1950 à 1988 (excepté en 1979) avec une nette aggravation de la situation dans les années 70 durant la période des réformes structurelles des gouvernements Ramanantsoa et Ratsiraka(1). Le PIB par tête durant la période 85–87 est de 33% inférieur à celui de la période 69–71 où celui-ci était le plus élevé (voir graphique n°1).

Depuis la fin des années 80, sous la pression des organismes internationaux, Madagascar a entrepris de nombreuses réformes structurelles de l'économie : libéralisation du commerce national et extérieur accompagnée de nombreuses dévaluations de la monnaie, démantèlement du système de contrôle des prix nationaux, libéralisation du système financier, élimination progressive du rationnement des changes, promotion de l'investissement étranger.

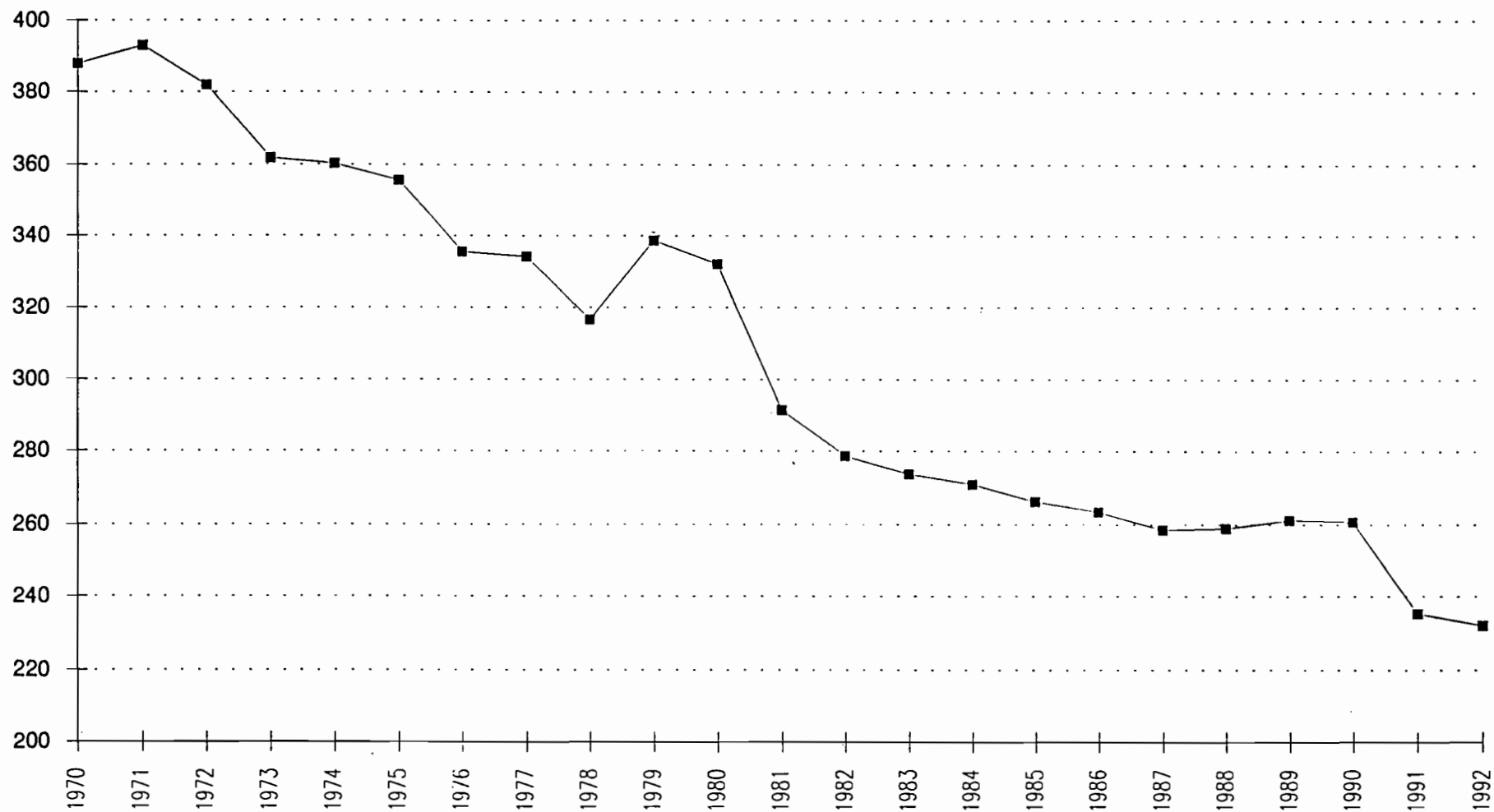
Ces réformes ont produit des effets en 1988 et 1989. Pour la première fois la croissance du PIB a été légèrement supérieure au taux de croissance démographique (3,4% en 1988 et 4,1% en 1989), le déficit public a diminué ainsi que le besoin de financement de la balance des paiements.

L'année 1990 marque un infléchissement du taux de croissance couplé avec un taux d'inflation de nouveau à la hausse. Ces moindres performances de cette année 1990 s'accompagnent à la fois d'une envolée des importations financées sur le crédit intérieur, d'une diminution des dépenses projets sur fonds extérieurs et d'un arrêt de l'aide à la balance des paiements. Cette situation entraîne une chute des avoirs en devises, et un blocage nécessaire du crédit intérieur. La balance courante accuse un fort déficit tandis que les réserves internationales chutent de 34 semaines à 8 semaines d'importations.

S'agissant des finances publiques, les recettes courantes augmentent de 19,5% tandis que les dépenses courantes diminuent de 5,3%. Le solde budgétaire courant (recettes courantes – dépenses courantes), dons exclus, est alors excédentaire de 192,3 milliards de FMG soit 2,6% du PIB. Les dépenses d'investissement baissent de 5,9%, le déficit base engagement (recettes courantes + recettes en capital – dépenses courantes – dépenses en capital), dons inclus, diminue de –4,2% du PIB en 1989 à –0,9% en 1990.

1/ Cf Pryor F. L. (1990). *The political economy of poverty, equity and growth; Malawi and Madagascar. A world bank comparative study.*

PIB par tête en milliers de FMG constants (base 1987)



Source : World Tables 1992

L'année 1991 est marquée par les mouvements politiques et sociaux qui se traduisent par 6 mois de grève dans l'administration et le secteur public et dans une moindre mesure dans le secteur privé. L'impact sur la croissance économique est manifeste puisque le PIB au prix du marché chute de 7% en termes réels soit de 10% par tête. L'investissement chute de 53%, ceci étant principalement dû au faible taux d'exécution du Programme d'Investissement Public (PIP) passant de 15% du PIB en moyenne sur la période 88-90 à 8%. La consommation baisse de 5,7%. Les pénuries de certains marchés, les comportements spéculatifs, les circuits de commercialisation défaillants font croître le taux d'inflation de 11,5 % en 1990 à 14,1% en 1991. Cette hausse intervient surtout durant les six derniers mois de l'année et se poursuit durant l'année 1992. Le déficit de la balance commerciale diminue de 43% par rapport à l'année précédente du fait de la baisse des importations, passant de -116,2 millions de DTS à -65,4 millions de DTS. La balance globale accuse un déficit de 162 millions de DTS (208,1 millions de DTS en 1990) financé quasi exclusivement par une accumulation d'arriérés extérieurs commerciaux ou sur les opérations de service de la dette tandis que les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont épuisés.

Les finances publiques sont fortement touchées. Les revenus chutent de 10,1% du PIB à 7,2% du fait du non recouvrement de certaines taxes et de la diminution de la base imposable. Les dépenses budgétaires s'accroissent de 15%, les salaires ayant augmenté ainsi que la charge d'intérêt. Le solde courant devient déficitaire pour représenter 1,3% du PIB. Les dépenses inscrites au PIP même si elles connaissent un faible taux d'exécution augmentent par rapport à 1990; le déficit global donc inclus chute à -5,1% du PIB après -0,9% en 1990.

L'année 1992 se caractérise par une reprise légère (1%) de la croissance du PIB avec un taux d'inflation moindre que l'année précédente (12,2%). Les exportations connaissent une quasi stagnation tandis que les importations augmentent de 11,6%. La balance commerciale est déficitaire de 93,3 millions de DTS. Le déficit de la balance globale est légèrement moindre qu'en 1991. Malheureusement il reste financé par une forte augmentation des arriérés extérieurs.

Du côté des finances publiques même si les recettes budgétaires augmentent par rapport à 1991 (elles atteignent 26,3% du PIB) la balance courante est encore déficitaire les dépenses courantes augmentant de 35% (base engagement). Les dépenses d'investissement croissent elles aussi de 37%, le déficit global donc inclus atteint alors -19% du PIB, financé pour une moitié par des fonds extérieurs dont un tiers d'arriérés et 27% de prêts d'ajustement structurel et pour l'autre moitié par des fonds internes dont presque 70% sont des prêts bancaires.

Cette situation financière préoccupante suppose que de sérieuses réformes structurelles soient entreprises au niveau de la structure, du mode de recouvrement des recettes fiscales et au niveau des dépenses publiques. La répartition et le niveau des dépenses publiques doivent être reconsidérés en fonction de la définition des besoins d'une administration dans une économie qui connaît un processus de libéralisation. Dans un tel contexte financier et économique le choix des dépenses publiques doit se faire de manière à concourir à l'objectif d'une croissance économique durable(2).

3. Analyse fonctionnelle de la dépense.

a/ Remarques préliminaires :

Les dépenses de fonctionnement :

Nous disposons de différentes sources d'information sur les dépenses publiques inscrites au budget de fonctionnement :

- celles inscrites à l'OGT (Opérations globales du Trésor) ressortent des relevés mensuels des ordres de paiement émis par le Trésor;
- celles fournies par la Direction du budget; les dépenses sont répertoriées par chapitres budgétaires et par ministères sur base de crédits ouverts, d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement.

D'une manière générale les dépenses de fonctionnement inscrites à l'OGT, base engagements correspondent à la somme des chapitres (3) à (9) de l'ancienne nomenclature des tableaux fournis par le budget(3). Les dépenses de personnel sont sous évaluées dans les données fournies par le budget par rapport à celles inscrites à l'OGT d'environ 12%, du fait des avances régularisées a posteriori.

Afin d'analyser la répartition fonctionnelle et intersectorielle de la dépense nous avons utilisé les données fournies par le budget. Ont été considérées comme dépenses effectives les engagements au 31 décembre : étant donné que la date de clôture des ordonnancements est en mars-avril de l'année suivante on fait l'hypothèse que les engagements au 31 décembre seront représentatifs de la dépense effective de l'année budgétaire.

2/ Evidemment par ailleurs l'Etat malgache entreprend d'autres réformes macroéconomiques nécessaires : poursuite de la libéralisation, modification du code d'investissement, développement des zones franches, sécurisation des recettes douanières...

3/ chap (3) : fournitures et services; chap (4) : matériel; chap (5) : entretien bâtiment; chap (6) : travaux; chap (7) : contributions et subventions; chap (8) : dépenses diverses; chap (9) : transports personnel.

En ce qui concerne 1992, ne sont disponibles que les engagements au 31 septembre des crédits inscrits au budget de fonctionnement. Leur niveau est très faible car les crédits n'ont été ouverts qu'en juin et l'essentiel des engagements se sont donc opérés durant le dernier trimestre. Pour permettre une comparaison avec les années antérieures nous avons appliqué aux crédits ouverts de 1992 le taux moyen d'engagements effectués durant les deux années antérieures sur les chapitres (2) à (9) tandis que la solde est égale à la totalité des crédits ouverts.

Cet exercice doit être envisagé avec précaution premièrement du fait de la sous évaluation de la dépense totale (au moins en 1992), deuxièmement eu égard aux écarts constatés avec l'OGT et troisièmement du fait de l'imprécision de la répartition intersectorielle de la dépense.

Un stock d'arriérés d'environ 15 à 16 milliards a été recensé; il s'agit essentiellement d'engagements non ordonnancés. Du fait des contraintes strictes de financement de l'Etat malgache, ces arriérés ne peuvent être liquidés en une année; l'hypothèse d'un plan d'apurement sur plusieurs années, débutant en 1992, a été retenu par les autorités. Cependant ce recensement ne tient pas compte du stock d'arriérés des universités qui s'élèverait à 17 milliards de FMG et des arriérés des ambassades, d'un montant similaire, inscrits sur la ligne transferts de fonds. Donc pour obtenir un montant des dépenses totales réellement engagées, il est nécessaire d'ajouter environ 10 milliards de FMG : 3 ou 4 milliards d'apurement du stock effectivement recensé plus 6 à 7 milliards du stock des arriérés des universités et des ambassades, montant d'arriérés supposés constitués en 1992.

La répartition intersectorielle et par ministères ne tient pas compte de la pratique dite des "crédits réquisitionnés" qui concernerait environ 30 milliards de FMG. Il s'agit de crédits dont le ministère des finances n'a pas la maîtrise de l'affectation puisqu'ils sont dépensés sans justificatif d'affectation par les divers ministères, ne passant pas par le contrôle financier. Donc les lignes budgétaires "réquisitionnées" et l'affectation des fonds correspondants sont inconnus.

Décembre 1992
Madagascar

Tableau N°0

DEPENSES TOTALES (fonctionnement + PIP)

En Milliers de FMG	1990 (engag.)	1991 (engag.)	1992 (sept. engag.)	1992 (project.)
ADMINISTRATION	87 124 220	68 332 689	31 762 646	58 961 914
DEFENSE	53 035 056	62 642 837	29 918 987	63 232 344
SECURITE	22 691 915	27 196 799	15 330 695	33 556 871
EDUCATION TOTALE	108 073 932	130 060 271	69 683 148	152 041 307
dont Ensei. prim et second	73 836 679	80 421 467	55 664 588	109 307 581
dont Université	34 237 253	49 638 805	14 018 560	36 086 726
SANTE	48 287 756	44 640 636	21 308 124	80 838 030
SERVICESECONOMIQUES	295 169 384	232 856 257	19 878 330	399 628 105
AGRICULTURE	119 736 473	97 929 505	12 860 071	136 532 125
TRAVAUXPUBLICS	92 132 134	45 426 036	2 811 895	99 760 837
TRANSPORT	20 730 965	42 168 802	1 831 265	74 621 102
ENERGIE ET MINES	41 957 812	33 806 914	144 063	63 236 931
INDUSTRIE	20 612 000	13 525 000	2 231 036	25 477 109
TOTAL	693 524 262	640 574 764	251 123 960	948 765 610

EN POURCENTAGE DU TOTAL

	1990 (engag.)	1991 (engag.)	1992 (sept. engag.)	1992 (project.)
ADMINISTRATION	12.6%	10.7%	12.6%	6.2%
DEFENSE	7.6%	9.8%	11.9%	6.7%
SECURITE	3.3%	4.2%	6.1%	3.5%
EDUCATION TOTALE	15.6%	20.3%	27.7%	16.0%
dont Ensei. prim et second	10.6%	12.6%	22.2%	11.5%
dont Université	4.9%	7.7%	5.6%	3.8%
SANTE	7.0%	7.0%	8.5%	8.5%
SERVICESECONOMIQUES	42.6%	36.4%	7.9%	42.1%
AGRICULTURE	17.3%	15.3%	5.1%	14.4%
TRAVAUXPUBLICS	13.3%	7.1%	1.1%	10.5%
TRANSPORT	3.0%	6.6%	0.7%	7.9%
ENERGIE ET MINES	6.0%	5.3%	0.1%	6.7%
INDUSTRIE	3.0%	2.1%	0.9%	2.7%

EN POURCENTAGE DU PIB

	1990 (engag.)	1991 (engag.)	1992 (sept. engag.)	1992 (project.)
ADMINISTRATION	1.9%	1.4%		1.1%
DEFENSE	1.2%	1.3%		1.1%
SECURITE	0.5%	0.6%		0.6%
EDUCATION TOTALE	2.3%	2.7%		2.7%
dont Ensei. prim et second	1.6%	1.6%		2.0%
dont Université	0.7%	1.0%		0.6%
SANTE	1.0%	0.9%		1.5%
SERVICESECONOMIQUES	6.4%	4.8%		7.2%
AGRICULTURE	2.6%	2.0%		2.5%
TRAVAUXPUBLICS	2.0%	0.9%		1.8%
TRANSPORT	0.5%	0.9%		1.3%
ENERGIE ET MINES	0.9%	0.7%		1.1%
INDUSTRIE	0.4%	0.3%		0.5%
TOTAL	15.1%	13.1%		17.1%

PIB (en milliards de FMG) 4 602.00 4 886.00 5 560.20

Sources : Direction Budget, et Direction du Plan

Les dépenses inscrites au PIP :

Les dépenses financées sous formes de projets sont répertoriées dans le Programme d'Investissement Public (PIP). Ces projets sont soit financés par des fonds internes (FNDE interne), soit sur des fonds de contrepartie, soit sur des prêts et dons externes. Cela concerne à la fois des dépenses en capital, des dépenses d'assistance technique, des études mais aussi des dépenses de fonctionnement. Sont répertoriés aussi dans le PIP les droits et taxes dus sur les projets à financement externe. Afin de pouvoir se rendre compte des réels efforts d'investissement entrepris (4) nous avons distingué les projets destinés à de l'investissement de ceux concernant de l'assistance technique, des études ou des dépenses de fonctionnement (5).

Les dépenses inscrites au PIP analysées sont : des exécutions financières pour les années 1990 et 1991, des prévisions de décaissement pour 1992. Sont comprises dans ces statistiques les dépenses autofinancées par des entreprises publiques.

b/ Evolutions, tendances :

Le tableau n°1 présente en 12 rubriques le budget total de fonctionnement (chapitres (1) à (9)); le contenu de chaque rubrique (services publics généraux, défense, etc) est précisé dans les notes en bas du tableau.

Le tableau n°2 ajoute au précédent les dépenses inscrites au PIP sans répartir celles concernant des frais de fonctionnement dans le budget de fonctionnement.

4/ Même avec cette méthode il est possible que l'investissement soit surévalué puisque, par manque d'information nous n'avons pu isolé la part consacrée uniquement à la FBCF des autres dépenses des projets finançant des opérations d'investissement.

5/ Les dépenses de fonctionnement incluses dans le PIP concernent les projets suivants :

- Travaux publics : fonds routier*
- Agriculture : "acquisition de matériel", "migration de masse", "opération Androy", "station vétérinaire Morondava"*
- Enseignement : achat de manuels scolaires.*

Une des caractéristiques du budget total de fonctionnement est qu'une grande partie (entre 12 et 19% du budget total, selon les années) est destinée à des dépenses communes interministérielles et des interventions financières, administratives ou économiques de l'Etat(6). Une répartition sectorielle en est présentée en annexe. Cependant une grande partie ne peut être ventilée car il s'agit de subventions et ristournes auprès des collectivités locales et décentralisées. Sur les dépenses restantes la majorité concerne des crédits alloués aux services de l'administration générale.

Le tableau n°3 tient compte de cette ventilation des dépenses communes interministérielles et ajoute aux dépenses de fonctionnement celles inscrites au PIP. Cela explique pourquoi le total du budget de fonctionnement est différent de celui des tableaux précédents. C'est à partir de ce tableau qu'est élaboré le tableau n°0, qui retrace des dépenses agrégées en niveau, en pourcentage du total des dépenses et en pourcentage du PIB et que sera appréciée la répartition intersectorielle de la dépense publique de l'Etat malgache (7) (eu égard aux remarques faites dans le paragraphe précédent).

Tendances de long terme :

voir graphiques n°2 et n°3.

Le processus de libéralisation et de déréglementation de l'économie malgache semble être accompagné d'un retrait de l'interventionnisme étatique. De 1960 au début des années 1980 les dépenses totales du gouvernement central (hors les transferts aux collectivités locales) représentent en moyenne 18,5% du PIB (8) contre 14,5% en 1990 et 16,4% en 1992 (9). Cependant la part de l'investissement public dans le PIB serait beaucoup plus importante : 7,8% en moyenne de 1990 à 1992 contre 4,2% en moyenne de 1960 à 1980; les chiffres des années 60 au début des années 80 doivent être considérés avec précaution étant donné que nous ne connaissons pas leur source précise ni leur contenu exact (prise en compte ou pas des investissements du secteur public...).

6/ Un état des engagements ligne par ligne de ces dépenses nous a été fourni par le Budget. Le total de cet état détaillé ne correspond pas aux sommes inscrites dans les tableaux des engagements au 31 décembre qui correspondent plus à des prévisions de sommes globales engagées qu'à une estimation précise de ce type de dépense. C'est pour cela que c'est le total des états détaillés des engagements qui est ici pris en compte pour les années 90, 91 et septembre 92 (et non par manque d'informations fin 1992).

7/ On entend par dépenses publiques les dépenses discrétionnaires hors paiements d'intérêt.

8/ source cf note n°1.

9/ Pour obtenir les dépenses publiques hors les transferts aux collectivités locales a été retranchée au total des dépenses la ligne transfert de la rubrique dépenses communes et interventions de l'Etat non ventilées du tableau n°3.

Le désengagement de l'Etat s'est traduit essentiellement par un repli des services généraux (administration générale + justice et police + défense + science) mais aussi des dépenses d'éducation et de santé. Alors que, de 1975 à 1982 les services généraux sont le premier poste de dépenses en pourcentage du PIB (avec une augmentation de leur poids de 1975 à 1982 : 7,3% contre 6,1% dans les années 60 et début 70), ils représentent entre 3,6% et 2,8% du PIB de 1990 à 1992 et occupent la seconde place après les services économiques en 1990 et la troisième place de 1991 à 1992 après les services sociaux d'éducation et de santé. Les dépenses de santé et d'éducation chutent quasiment de moitié entre la période de 1960 à 1982 et le début des années 1990 pour passer de 6,1% à 3,7%. La part des dépenses agricoles du secteur public reste relativement constante depuis le début des années 60 jusqu'à nos jours : 2,5% du PIB. Le poids des dépenses dans les autres secteurs productifs s'élève légèrement à partir de 1990 par rapport à la période 1975-1982 (3,8% contre 3%) mais reste inférieur de moitié à celui des années 60. **On constate donc que la baisse de l'interventionnisme public s'est effectué par une diminution des dépenses des services de l'administration générale et par une forte baisse des dépenses à caractères sociaux.**

Tendance des années 1990,1991 et 1992 :

voir graphique n°2 et n°3.

Etant donné les turbulances politiques qu'a connu le pays en 1991, l'appréciation de l'évolution sur les trois ans doit s'effectuer essentiellement en comparant l'année 1990 à 1992 sans réellement prendre en compte 1991, trop atypique.

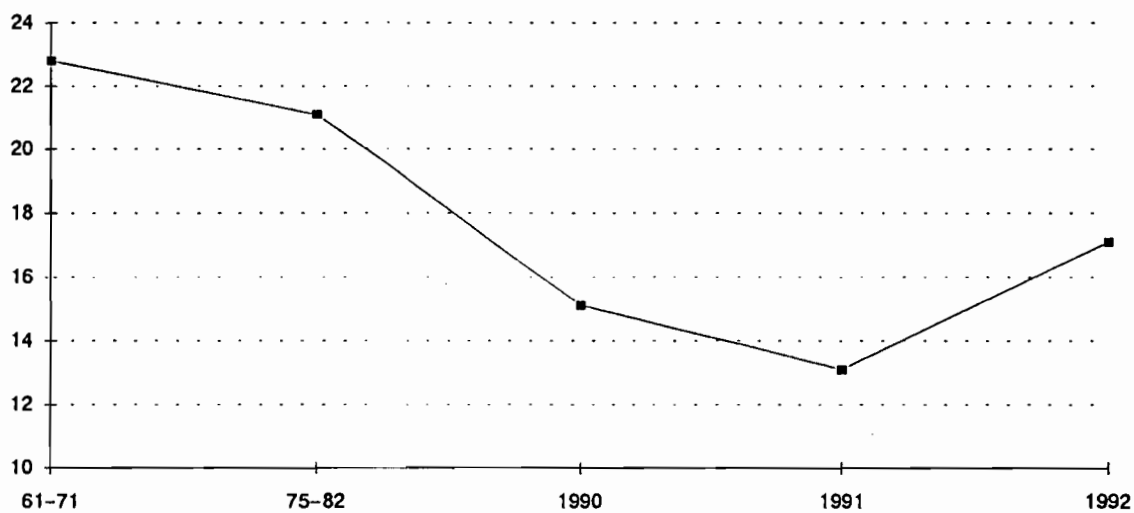
Ainsi, les dépenses totales se sont accrues d'un peu moins de 37% entre 90 et 92. Sachant que le taux d'inflation cumulé sur les trois ans est de l'ordre de 35% on constate une quasi stagnation en termes réels. En pourcentage du PIB les dépenses augmentent de 2 points passant de 15,1% du PIB à 17,1%; cela s'explique par le fait que le PIB a cru moins rapidement que les dépenses publiques. Il y aurait eu donc un accroissement de l'interventionnisme public qui s'est opéré dans les domaines suivants :

- les services sociaux de l'éducation primaire et de la santé; les budgets de fonctionnement de ces deux ministères ont été augmenté du fait de la volonté de la CCE d'allouer les ressources des fonds STABEX à ces dépenses de fonctionnement.
- les secteurs des transports et de l'énergie et des mines où l'on observe une montée des investissements.

Les dépenses totales des autres secteurs, en % du PIB ont toutes baissé exceptées celles destinées à la sécurité et à l'industrie.

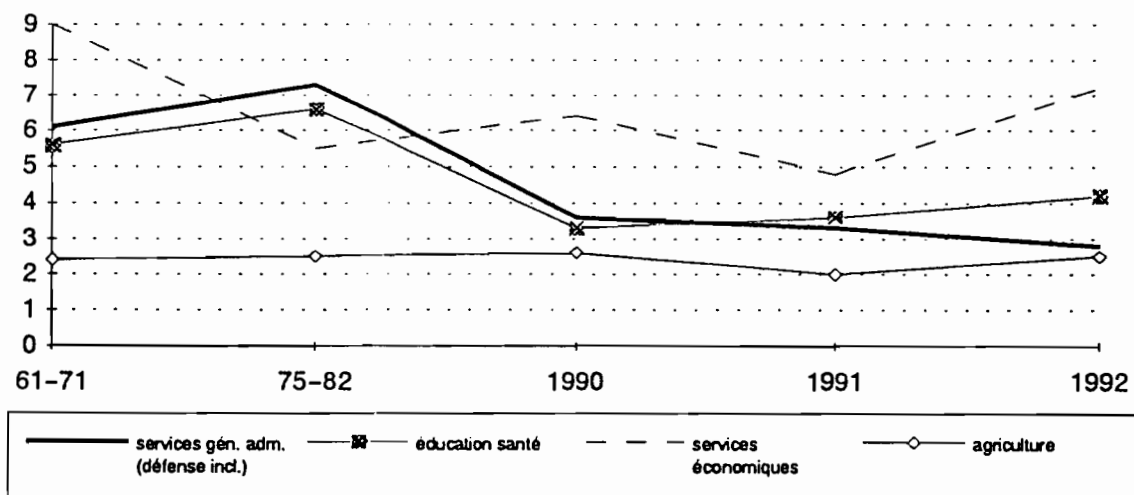
GRAPHIQUE N°2

Dépenses totales en pourcentage du PIB



GRAPHIQUE N°3

Evolution de la structure des dépenses publiques malgaches en % du PIB



Sources : Banque Mondiale (Pryor), Autorités malgaches.

Analyse de la structure de la dépense du début des années 90 :

voir graphiques n°4 et n°5 et tableau n°0.

Les dépenses les plus importantes concernent **les services économiques** qui constituent 42,6% en 1990 et 42,1% en 1992 du budget total et 6,4% et 6,2% par rapport au PIB. Il s'agit des dépenses de fonctionnement et d'investissement des ministères de l'agriculture, des eaux et forêts, de l'élevage, des travaux publics, des transports de l'énergie et des mines et de l'industrie. Ce sont les investissements dans les secteurs de l'agriculture et des travaux publics qui en sont les postes les plus importants puisqu'ils représentent respectivement 35,6% et 30% des dépenses totales des services économiques en 1990 et 28,1% et 23,6% en 1992. Il est à noter une augmentation de la part des secteurs des industries, mines et énergie entre 1990 et 1992 qui représentent alors 22,2% des dépenses à caractère économique contre 14,2% en 1990.

C'est **l'éducation** (primaire, secondaire et universitaire) qui assure le deuxième poste du budget avec un pourcentage de l'ordre de 16% du total en 1992 et de 2,7% du PIB. L'enseignement primaire et secondaire en constitue les deux tiers. Cependant on constate qu'en 1990 l'Etat dépense plus pour les services de l'administration générale que pour l'éducation primaire et secondaire. En 1992 il est probable que cette tendance soit confirmée; en effet, pour cette année, les dépenses communes interministérielles dont la majorité concerne les services de l'administration générale pour les années antérieures n'ont pas été ventilées dans chaque secteur du fait du manque d'information précise; la somme allouée à l'administration centrale doit donc, en principe, être augmentée, ce qui ramènerait ce poste en deuxième position avant celui de l'instruction publique.

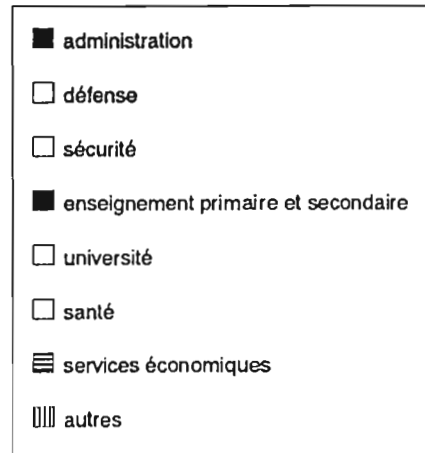
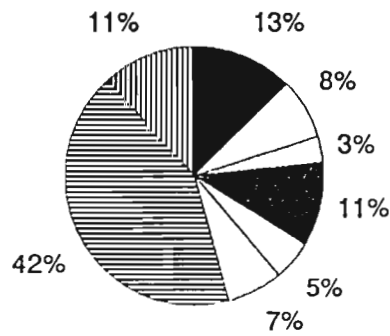
Après les services économiques, l'enseignement et l'administration générale c'est la **défense** qui arrive en quatrième position pour représenter entre 1,2 et 1,1% du PIB.

Le budget total de fonctionnement (voir tableau n°3) est constitué en moyenne pour 56% de frais de personnel, de 19% de biens et services (ou de 28% si on y ajoute les dépenses diverses) et de 14,6% de contributions et subventions.

En 1990, la défense est le second poste des frais de personnel (23,4%) après l'instruction primaire et secondaire (34,4%) suivie de la santé et des affaires sociales (11,2%) puis des services publics généraux (8,9%). En 1992 la structure est identique exceptée que l'administration générale soit reléguée à la cinquième position après les services de sécurité. Ces dépenses destinées à l'ordre public ici présentées n'incluent pas la gendarmerie comprise dans la défense.

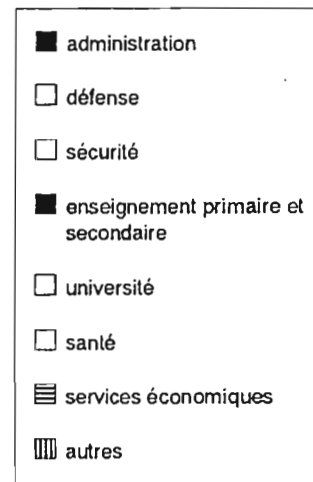
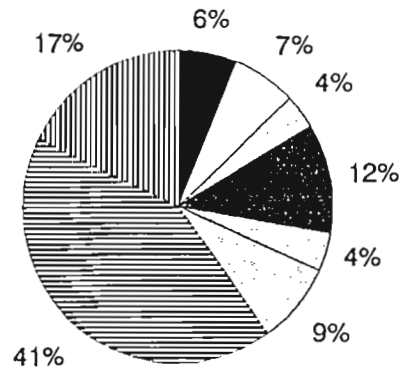
GRAPHIQUE N°4

Structure des dépenses totales en 1990



GRAPHIQUE N°5

Structure des dépenses totales en 1992



Sur toute la période ce sont les services de l'administration générale qui dépensent le plus en matière de fournitures et de matériels (28,9%). Les transferts et subventions s'expliquent pour 30% par le ministère des universités (il s'agit à la fois des bourses aux étudiants et des subventions de fonctionnement des universités, établissements autonomes) et pour 8% par l'administration (du fait, essentiellement des contributions aux organismes internationaux) et pour 42% des ristournes et subventions aux administrations décentralisées (cf poste transferts non ventilés).

Ainsi le budget de fonctionnement est destiné (sur les trois ans) pour un peu plus de 20% à l'enseignement primaire et secondaire, pour environ 14% à la défense, pour plus de 11% aux services de l'administration générale et pour moins de 10% à la santé et affaires sociales.

Les dépenses inscrites au PIP (voir graphiques n°6 et n°7) sont constituées (pour 1990 et 1991) entre 87% et 79% d'investissement, entre 7% et 14% de projets d'assistance technique et d'études, de 3% de dépenses de fonctionnement et de 3% des taxes sur les projets financés sur fonds externes. Le PIP est massivement orienté vers les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts (25%) puis vers les travaux publics, les transports et communication et l'énergie. Sur les trois années les dépenses en capital et en assistance technique augmentent de 31% soit une légère baisse en termes réels. On constate une augmentation en termes nominaux et réels des projets PIP dans les secteurs suivants : enseignement primaire et secondaire, santé, transports et communications, énergie et mines.

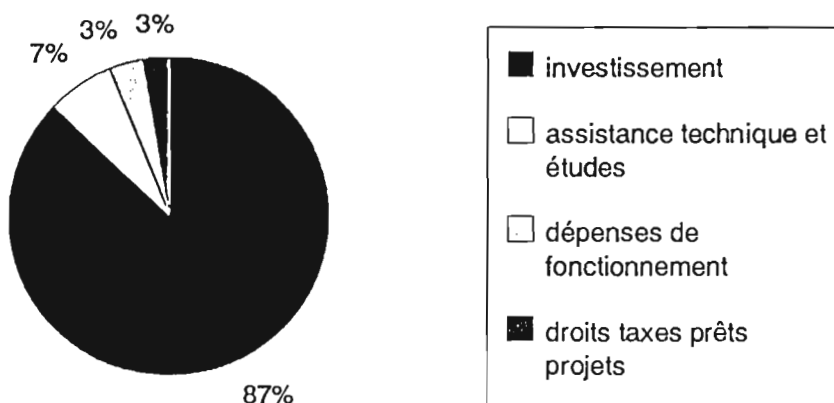
Les dépenses d'assistance technique et d'étude se concentrent pour 25% en agriculture, élevage et eaux et forêt, pour 16% dans l'enseignement (constituant ainsi la moitié des projets PIP de ce secteur) et 13,6% pour le secteur de l'énergie.

Malgré un effort envers l'éducation et la santé et une baisse ou une stagnation (que ce soit en pourcentage du total ou en pourcentage du PIB) des dépenses totales des autres secteurs, la structure des dépenses publiques reste identique entre 1990 et 1992 : prédominance des services économiques, de la défense et de l'administration générale dans le budget de fonctionnement.

En outre même si les services sociaux sont devenus prioritaires à partir de 1991, leur poids dans le PIB reste faible par rapport aux années 60, 70 et début 80 et relativement aux sommes alloués aux services économiques.

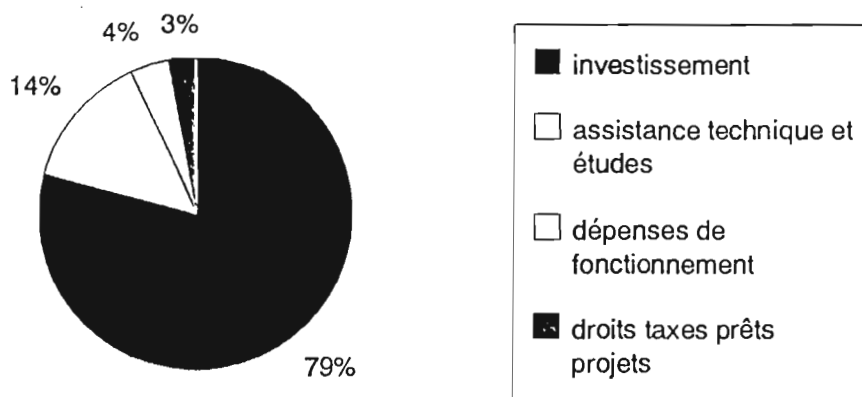
GRAPHIQUE N°6

structure du PIP en 1990



GRAPHIQUE N°7

structure du PIP en 1991



Comparativement aux autres pays d'Afrique Subsaharienne, le poids du budget public dans l'économie est moins élevé pour l'Etat malgache; en effet, les dépenses totales représentent 17,1% du PIB en 1992 contre une moyenne de 22,6% (10). Cependant le poids des services économiques y est plus marqué : 42% des dépenses discrétionnaires pour Madagascar contre 27,8% en moyenne pour les autres. En ce qui concerne les services sociaux d'enseignement et de santé leur poids est semblable à celui constaté dans les autres pays.

Par rapport au Burkina Faso, pays lui aussi anciennement socialiste, l'Etat malgache est moins présent dans l'économie sur les trois ans puisque ses dépenses totales représentent 15,1% du PIB contre 18%. Même si leurs structures sont quasi-similaires (prédominance des services économiques, poids important de l'administration publique et de la défense) les deux pays se distinguent par :

- un interventionnisme public en agriculture moins présent à Madagascar;
- une administration publique générale et une défense relativement plus importantes au Burkina; en effet, dans ce pays ces dépenses sont toutes supérieures à 2% du PIB tandis qu'à Madagascar ce pourcentage se situe entre 1,1 et 1,9.
- des dépenses dans les services sociaux d'éducation et de santé moindres à Madagascar qu'au Burkina.

4. Conclusions.

Etant donné l'importance du déficit public, le faible taux de recouvrement des recettes, le poids de l'endettement public, il est indispensable que les dépenses publiques diminuent : un gel des effectifs de la fonction publique a été imposé, les projets d'investissement autonomes sont diminués, les dépenses de fonctionnement sont stabilisées à leur niveau de 1990. **Cependant on peut s'interroger sur la réelle flexibilité des dépenses :**

- à court terme (loi de Finances 1993) il est indispensable d'apurer le stock des arriérés (cf page 4); en outre afin de remédier à la création de nouveaux arriérés il est nécessaire d'augmenter les crédits de certaines lignes budgétaires jugées non prioritaires (comme l'Université par exemple);

10/ source : Ferroni et Kandur (1990). *poverty-conscious restructuring of public expenditure, SDA working paper n°9, World Bank. Les pays compris dans l'échantillon sont : Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopia, Ghanha, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Ile Maurice, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Togo, Uganda, Zambie, Zimbabwe. La période de référence est 85-86.*

– à moyen terme il est nécessaire de restructurer le budget de manière à diminuer le poids bureaucratique de l'administration, or cela suppose une discipline dans la gestion de crédits qui sont généralement non soumis aux procédures habituelles de contrôle financier et comptable (11)...Il faut espérer que la réforme des procédures budgétaires mise en place à partir de 1993 permettra de mieux contrôler les dépenses.

La structure du budget public de l'Etat malgache montre, malgré les changements structurels intervenus depuis les années 60, une économie peu libéralisée du fait de l'importance de l'administration générale et de la prépondérance du secteur public dans les secteurs productifs (agriculture, énergie, mines...). Une restructuration des dépenses vers un modèle d'interventionnisme public plus libéralisé exige :

– une diminution du poids de l'administration publique centralisée (voir les contraintes soulevées au paragraphe précédent).

Même si les budgets destinés aux services sociaux d'éducation et de santé ont connu une augmentation des crédits de fonctionnement depuis 1991, il est nécessaire que, premièrement cet effort soit poursuivi étant donné l'état sanitaire du pays et le faible niveau d'instruction et que, deuxièmement l'on s'assure de l'utilisation adéquate et efficace de ces fonds : en effet une analyse aussi globale que celle-ci ne permet pas de juger de l'efficacité de la dépense dans les secteurs sociaux et les résultats préliminaires de l'analyse du budget de fonctionnement du ministère de l'instruction publique montrent qu'un tiers seulement est destiné aux dépenses autres que celles administratives...

– que s'engage une réelle réflexion sur l'efficacité des interventions publiques dans les secteurs productifs; le gouvernement malgache, s'il désire réellement rétablir sa crédibilité auprès des bailleurs de fonds doit mettre en place une politique de choix d'investissements publics en fonction d'objectifs de croissance et non pas de critères mal définis par les ministères gestionnaires de projets ou par le plan qui semble, actuellement, peu concerné par le problème de choix des critères de répartition macroéconomique des investissements publics.

– que soit explicitement prise en compte dans les décisions la contrainte de financement.

11/ De plus le processus de démocratisation favorise l'émergence de nouvelles entités décisionnelles et de nouvelles dépenses de souveraineté...

TABLEAU N°1

**ANALYSE FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES
DE FONCTIONNEMENT**
chapitres de (1) à (9)

	1990	1991	1992	1992
en milliers de FMG	(eng dec)	(eng dec)	(engs sept)	projection (12)
1 SERVICE PUBLIC GAUX (5)				
PERSONNEL(1)	14 637 595	17 730 359	9 831 667	21 362 696
BIENS & SERVICES(2)	13 378 035	7 814 134	9 352 123	16 090 607
dont ENT. BAT	1 880 468	205 561	1 143 163	1 871 945
TRANSFERTS(3)	1 549 800	1 716 597	919 051	882 002
DEP. DIVERSES(4)	5 542 930	5 719 245	4 089 178	4 323 609
TOTAL	35 108 360	32 980 336	24 983 001	42 658 914
2 DEFENSE				
PERSONNEL	40 877 446	47 111 941	25 875 386	53 072 587
BIENS & SERVICES	6 044 826	8 791 863	3 012 043	6 267 651
dont ENT. BAT	186 324	404 915	45 932	200 507
TRANSFERTS	820 418	685 080	244 638	509 963
DEP. DIVERSES	1 117 366	1 190 953	571 469	960 143
TOTAL	48 860 056	57 779 837	29 918 987	60 810 344
3 SECURITE				
PERSONNEL	13 323 429	16 323 462	10 818 926	24 428 881
BIENS & SERVICES	5 180 636	6 663 732	3 910 991	6 186 751
dont ENT. BAT	110 383	475 006	178 728	294 921
TRANSFERTS	0	16 255	0	12 713
DEP. DIVERSES	424 850	403 936	100 778	462 527
TOTAL	18 928 915	23 407 384	15 212 655	31 090 871
4 EDUCATION				
4.1 Enseignement primaire et secondaire				
PERSONNEL	60 019 708	64 679 453	52 024 895	80 860 408
BIENS & SERVICES	4 929 418	3 580 666	2 019 324	9 970 415
dont ENT. BAT	1 289 671	782 685	274 209	5 055 820
TRANSFERTS	635 242	1 915 724	567 899	1 700 300
DEP. DIVERSES	584 611	405 624	554 054	1 027 457
TOTAL	66 168 979	70 581 467	55 664 588	93 558 581
4.2 Enseignement supérieur				
PERSONNEL	4 587 835	5 441 514	3 541 392	5 281 404
BIENS & SERVICES	963 921	1 910 455	644 417	5 001 090
dont ENT. BAT	17 618	6 188	13 222	29 651
TRANSFERTS	17 349 335	19 358 077	7 510 690	12 940 659
DEP. DIVERSES	5 772 162	5 335 759	2 197 689	4 447 573
TOTAL	28 673 253	32 045 805	14 018 560	27 670 726
Total Enseignement (10)				
PERSONNEL	64 607 543	70 120 967	55 582 572	86 390 823
BIENS & SERVICES	5 893 339	5 491 121	2 706 717	15 092 912
dont ENT. BAT	1 307 289	788 874	287 431	5 089 286
TRANSFERTS	17 984 577	21 273 801	8 200 437	14 760 370
DEP. DIVERSES	6 356 773	5 741 383	2 751 743	5 475 031
TOTAL	94 842 232	102 627 271	69 911 287	121 719 136
5 SANTE AFFAIRES SOCIALES(7)				
PERSONNEL	19 520 160	21 939 391	15 143 943	31 313 584
BIENS & SERVICES	10 225 835	9 769 624	5 723 969	13 297 602
dont ENT. BAT	507 903	317 815	247 976	1 762 735
TRANSFERTS	898 903	577 439	302 045	433 801
DEP. DIVERSES	401 062	287 140	111 313	167 043
TOTAL	31 045 960	32 573 594	21 604 237	45 212 030
6 AGRICULTURE EAUX FORETS PECHE(8)				
PERSONNEL	11 323 236	13 680 117	9 162 138	17 782 853
BIENS & SERVICES	2 736 842	5 752 821	2 889 055	5 680 523
dont ENT. BAT	246 564	178 958	64 309	180 211
TRANSFERTS	14 300	20 962	31 790	31 152
DEP. DIVERSES	127 095	80 606	315 728	413 597
TOTAL	14 201 473	19 534 505	12 641 500	23 908 125
7 TRAVAUX PUBLICS				
PERSONNEL	2 900 945	3 646 189	2 496 663	4 774 055
BIENS & SERVICES	635 433	550 847	285 788	608 446
dont ENT. BAT	18 859	49 034	26 581	43 018
TRANSFERTS	6 756	0	52 553	7 336
DEP. DIVERSES			365	0
TOTAL	3 543 134	4 197 036	2 811 895	5 389 837
8 TRANSPORT ET COMMUNICATIONS (9)				
PERSONNEL	1 424 852	1 777 771	1 080 771	1 952 816
BIENS & SERVICES	883 741	1 023 040	639 572	1 042 470
dont ENT. BAT	51 658	46 962	40 108	49 750
TRANSFERTS	1 335 279	640 987	52 553	853 754
DEP. DIVERSES	7 000	27 704	365	15 062
TOTAL	3 650 872	3 469 502	1 842 569	3 864 102

TABLEAUN°1 suite fin

9 ENERGIE MINES				
PERSONNEL	1 951 803	2 324 609	23 707	885 957
BIENS & SERVICES	988 399	760 308	82 679	236 750
dont ENT. BAT	73 783	34 887	6 426	18 496
TRANSFERTS	27 699	20 552	0	741
DEP. DIVERSES	45 911	27 445	1 513	1 483
TOTAL	3 013 812	3 132 914	144 063	1 124 931
10 INDUSTRIE ARTISANAT COMMERCE				
PERSONNEL			1 602 346	1 870 789
BIENS & SERVICES			479 863	761 501
dont ENT. BAT			17 405	37 988
TRANSFERTS			0	19 550
DEP. DIVERSES			48 775	39 289
TOTAL			2 231 036	2 691 109
11 LOGEMENT URBANISME TOURISME				
PERSONNEL			19 048	647 420
BIENS & SERVICES			106 662	310 921
dont ENT. BAT			6 504	13 890
TRANSFERTS				0
DEP. DIVERSES			1 500	5 189
TOTAL			140 889	963 530
12 AUTRES(11)				
PERSONNEL	2 719 739	2 899 107	2 652 178	6 363 972
BIENS & SERVICES	2 313 266	3 485 964	611 747	3 739 240
dont ENT. BAT	49 467	37 901	132 530	188 774
TRANSFERTS	2 094 289	2 186 252	1 646 553	2 014 072
DEP. DIVERSES	89 133	61 806	55 365	186 616
TOTAL	7 216 427	8 633 130	5 080 572	12 303 900
DEPENSES COMMUNES & INTERVEN. ETAT				
Apur arriérés	4 811 196	4 811 196	6 151 500	
personnel	1 022 838	457 719	348 488	1 447 592
biens et services	6 382 706	4 584 636	4 027 390	1 797 320
transferts	31 964 976	20 334 902	37 000 292	38 046 208
dep diverses	9 911 609	6 927 668	21 047 286	44 319 079
total	54 093 325	37 116 121	68 574 956	85 610 199
TOTAL BUDGET				
Apur arriérés	4 811 196	4 811 196	6 151 500	
PERSONNEL	174 309 586	198 011 632	134 637 833	252 294 005
BIENS & SERVICES	54 663 058	54 688 089	33 828 599	71 112 695
TRANSFERTS	56 696 997	47 472 826	48 449 912	57 571 662
DEP. DIVERSES	24 023 729	20 467 887	29 095 378	56 368 667
TOTAL	314 504 566	325 451 630	252 163 221	437 347 029

Source : Direction Budget

Notes

(1) solde (1), Frais divers personnel (2)

(2) fournitures & services (3), matériel (4), entretien bât. (5), travaux (6), transport person (9)

(3) subvention, contribution (7)

(4) dépenses diverses (8)

(5) présidence, gouvernement, CSR, ANP, CND, HCC, CRES, MAE, HAE, Finance, Budget & plan, Travail, FOP

(6) Intérieur, police, justice

(7) Minsanté, Affaires sociales, population, travail & prévention sociale

(8) Agriculture, eau & forêt, élevage ress hal, E. agri. D. R.

(9) MPTT, MTM

(10) y compris à partir de 1992 le ministère de l'emploi et de la formation.

(11) culture, jeunesse et sport, recherche

(12) dépenses de personnel = crédits ouverts

dépenses de fonctionnement base engagement déc = 98% des crédits ouverts

98% étant le taux moyen d'engagements des deux années antérieures

TABEAUN°2

REPARTITION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES

en milliers de FMG	1990 (engagements)	1991 (engagements)	1992 (eng sept)	1992 projection (12)
1 SERVICES PUBLICS GENERAUX (5)				
PERSONNEL(1)	14.637.595	17.730.359	9.831.667	21.362.696
BIENS & SERVICES(2)	13.378.035	7.814.134	9.352.123	16.090.607
dont ENT. BAT	1.880.468	205.561	1.143.163	1.871.945
TRANSFERTS(3)	1.549.800	1.716.597	919.051	882.002
DEP. DIVERSES(4)	5.542.930	5.719.245	4.089.178	4.323.609
TOTAL	35.108.360	32.980.336	24.983.001	42.658.914
PIP (13)	43.690.000	29.482.000		16.303.000
INVESTISSEMENT	29.259.000	13.120.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	4.418.000	7.582.000		
Droits taxes prêt projets	10.013.000	8.780.000		
2 DEFENSE				
PERSONNEL	40.877.446	47.111.941	25.875.386	53.072.587
BIENS & SERVICES	6.044.826	8.791.863	3.012.043	6.267.651
dont ENT. BAT	186.324	404.915	45.932	200.507
TRANSFERTS	820.418	685.080	244.638	509.963
DEP. DIVERSES	1.117.366	1.190.953	571.469	960.143
TOTAL	48.860.056	57.779.837	29.918.987	60.810.344
PIP	4.175.000	4.863.000		2.422.000
3 SECURITE				
PERSONNEL	13.323.429	16.323.462	10.818.926	24.428.881
BIENS & SERVICES	5.180.636	6.663.732	3.910.991	6.186.751
dont ENT. BAT	110.383	475.006	178.728	294.921
TRANSFERTS	0	16.255	0	12.713
DEP. DIVERSES	424.850	403.936	100.778	462.527
TOTAL	18.928.915	23.407.384	15.212.655	31.090.871
PIP	3.463.000	3.407.000		2.466.000
4 EDUCATION				
4.1 Enseignement primaire et secondaire				
PERSONNEL	60.019.708	64.679.453	52.024.895	80.860.408
BIENS & SERVICES	4.929.418	3.580.666	2.019.324	9.970.415
dont ENT. BAT	1.289.671	782.685	274.209	5.055.820
TRANSFERTS	635.242	1.915.724	567.899	1.700.300
DEP. DIVERSES	584.611	405.624	554.054	1.027.457
TOTAL	66.168.979	70.581.467	55.664.588	93.558.581
PIP	7.667.700	9.840.000		15.749.000
INVESTISSEMENT	3.046.000	6.679.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	3.837.700	2.386.000		
fonctionnement	784.000	775.000		
4.2 Enseignement supérieur				
PERSONNEL	4.587.835	5.441.514	3.541.392	5.281.404
BIENS & SERVICES	963.921	1.910.455	644.417	5.001.090
dont ENT. BAT	17.618	6.188	13.222	29.651
TRANSFERTS	17.349.335	19.358.077	7.510.690	12.940.659
DEP. DIVERSES	5.772.162	5.335.759	2.197.689	4.447.573
TOTAL	28.673.253	32.045.805	14.018.560	27.670.726
PIP	5.564.000	17.593.000		8.416.000
INVESTISSEMENT	5.094.000	12.973.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	290.000	4.620.000		
fonctionnement	180.000			
Total Enseignement (10)				
PERSONNEL	64.607.543	70.120.967	55.582.572	86.390.823
BIENS & SERVICES	5.893.339	5.491.121	2.706.717	15.092.912
dont ENT. BAT	1.307.289	788.874	287.431	5.089.286
TRANSFERTS	17.984.577	21.273.801	8.200.437	14.760.370
DEP. DIVERSES	6.356.773	5.741.383	2.751.743	5.475.031
TOTAL	94.842.232	102.627.271	69.911.287	121.719.136
PIP	13231700	27433000		30812000

TABLEAU N°2 suite

5 SANTE AFFAIRES SOCIALES(7)				
PERSONNEL	19.520.160	21.939.391	15.143.943	31.313.584
BIENS & SERVICES	10.225.835	9.769.624	5.723.969	13.297.602
dont ENT. BAT	507.903	317.815	247.976	1.762.735
TRANSFERTS	898.903	577.439	302.045	433.801
DEP. DIVERSES	401.062	287.140	111.313	167.043
TOTAL	31.045.960	32.573.594	21.604.237	45.212.030
PIP	17.212.000	12.040.000		35.626.000
INVESTISSEMENT	15.405.000	10.847.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	1.807.000	1.193.000		
6 AGRICULTURE EAUX FORETS PECHE(8)				
PERSONNEL	11.323.236	13.680.117	9.162.138	17.782.853
BIENS & SERVICES	2.736.842	5.752.821	2.889.055	5.680.523
dont ENT. BAT	246.564	178.958	64.309	180.211
TRANSFERTS	14.300	20.962	31.790	31.152
DEP. DIVERSES	127.095	80.606	315.728	413.597
TOTAL	14.201.473	19.534.505	12.641.500	23.908.125
PIP	105.455.000	77.872.000		112.624.000
INVESTISSEMENT	98.622.000	66.407.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	6.542.000	10.990.000		
fonctionnement	291.000	475.000		359.000
7 TRAVAUX PUBLICS				
PERSONNEL	2.900.945	3.646.189	2.496.663	4.774.055
BIENS & SERVICES	635.433	550.847	285.788	608.446
dont ENT. BAT	18.859	49.034	26.581	43.018
TRANSFERTS	6.756	0	52.553	7.336
DEP. DIVERSES			365	0
TOTAL	3.543.134	4.197.036	2.811.895	5.389.837
PIP	88.589.000	53.098.000		109.371.000
INVESTISSEMENT	88.217.000	41.229.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	372.000			
fonctionnement fonds routiers		11.869.000		15.000.000
8 TRANSPORT ET COMMUNICATIONS (9)				
PERSONNEL	1.424.852	1.777.771	1.080.771	1.952.816
BIENS & SERVICES	883.741	1.023.040	639.572	1.042.470
dont ENT. BAT	51.658	46.962	40.108	49.750
TRANSFERTS	1.335.279	640.987	52.553	853.754
DEP. DIVERSES	7.000	27.704	365	15.062
TOTAL	3.650.872	3.469.502	1.842.569	3.864.102
PIP	16.959.000	38.584.000		70.757.000
9 ENERGIE MINES				
PERSONNEL	1.951.803	2.324.609	23.707	885.957
BIENS & SERVICES	988.399	760.308	82.679	236.750
dont ENT. BAT	73.783	34.887	6.426	18.496
TRANSFERTS	27.699	20.552	0	741
DEP. DIVERSES	45.911	27.445	1.513	1.483
TOTAL	3.013.812	3.132.914	144.063	1.124.931
PIP	38.944.000	30.674.000		62.112.000
INVESTISSEMENT	34.929.000	25.153.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	4.015.000	5.521.000		
10 INDUSTRIE ARTISANAT COMMERCE				
PERSONNEL			1.602.346	1.870.769
BIENS & SERVICES			479.863	761.501
dont ENT. BAT			17.405	37.988
TRANSFERTS			0	19.550
DEP. DIVERSES			48.775	39.289
TOTAL			2.231.036	2.691.109
PIP	20.612.000	13.525.000		22.786.000
INVESTISSEMENT	18.098.000	10.940.000		
ASSISTANCETECHETUDE	2.514.000	2.585.000		
11 LOGEMENT URBANISME TOURISME				
PERSONNEL			19.048	647.420
BIENS & SERVICES			106.662	310.921
dont ENT. BAT			6.504	13.890
TRANSFERTS			0	0
DEP. DIVERSES			1.500	5.189
TOTAL			140.889	963.530
PIP		6.672.000		23.027.000
INVESTISSEMENT		5.392.000		
ASSIS. TECH. ETUDE		1.280.000		

TABLEAUN°2 suite fin

12 AUTRES(11)				
PERSONNEL	2.719.739	2.899.107	2.652.178	6.363.972
BIENS & SERVICES	2.313.266	3.485.964	611.747	3.739.240
dont ENT. BAT	49.467	37.901	132.530	188.774
TRANSFERTS	2.094.289	2.186.252	1.646.553	2.014.072
DEP. DIVERSES	89.133	61.806	55.365	186.616
TOTAL	7.216.427	8.633.130	5.080.572	12.303.900
PIP	27.488.000	17.876.000		23.483.000
INVESTISSEMENT	24.315.000	10.970.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	3.173.000	6.906.000		
DEPENSES COMMUNES & INTERVEN. ETAT				
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500	1.447.592
personnel	1.022.838	457.719	348.488	1.447.592
biens et services	6.382.706	4.584.636	4.027.390	1.797.320
transferts	31.964.976	20.334.902	37.000.292	38.046.208
dep diverses	9.911.609	6.927.668	21.047.286	44.319.079
total	54.093.325	37.116.121	68.574.956	85.610.199
TOTAL BUDGET	174.162.136	202.365.109	134.456.840	252.294.005
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500	71.112.695
PERSONNEL	174.309.586	198.011.632	134.637.833	252.294.005
BIENS & SERVICES	54.663.058	54.688.089	33.828.599	71.112.695
TRANSFERTS	56.696.997	47.472.826	48.449.912	57.571.662
DEP. DIVERSES	24.023.729	20.467.887	29.095.378	56.368.667
TOTAL	314.504.566	325.451.630	252.163.221	437.347.029

Sources : Direction Budget, et Direction du Plan

Notes

- (1) solde (1), Frais divers personnel (2)
- (2) fournitures & services (3), matériel (4), entretien bât. (5), travaux (6), transport person (9)
- (3) subvention, contribution (7)
- (4) dépenses diverses (8)
- (5) présidence, gouvernement, CSR, ANP, CND, HCC, CRES, MAE, HAE, Finance, Budget & plan, Travail, FOP
- (6) Intérieur, police, justice, gendarmerie en 1992
- (7) Minsanté, Affaires sociales, population, travail & prévention sociale
- (8) Agriculture, eau & forêt, élevage ress hal, E.agri. D. R.
- (9) MPTT, MTM
- (10) y compris à partir de 1992 le ministère de l'emploi et de la formation.
- (11) culture, jeunesse et sport, recherche
- (12) Méthode : dépenses de personnel = crédits ouverts
dépenses de fonctionnement base engagement déc = 98% des crédits ouverts
98% étant le taux moyen d'engagements des deux années antérieures
- (13) Il s'agit des dépenses exécutées en 1990 et 1991 et pour 1992 des prévisions du PIP 92.

TABLEAUN°3

**REPARTITION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES
BUDGET + PIP + DEPENSES COMMUNES VENTILEES**

en milliers de FMG	1990 (engagements)	1991 (engagements)	1992 (engs sept)	1992 projection (12)
1 SERVICES PUBLICS GENERAUX (5)				
PERSONNEL(1)	15.635.195	18.167.592	10.159.129	21.362.696
BIENS & SERVICES(2)	16.706.237	10.198.042	11.891.638	16.090.607
dont ENT. BAT	1.880.468	205.561	1.143.163	1.871.945
TRANSFERTS(3)	4.899.858	4.115.809	4.322.702	882.002
DEP. DIVERSES(4)	6.192.930	6.369.245	5.389.178	4.323.609
TOTAL	43.434.220	38.850.689	31.762.646	42.658.914
PIP (13)	43.690.000	29.482.000		16.303.000
INVESTISSEMENT	29.259.000	13.120.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	4.418.000	7.582.000		
Droits taxes prêt projets	10.013.000	8.780.000		
2 DEFENSE				
PERSONNEL	40.877.446	47.111.941	25.875.386	53.072.587
BIENS & SERVICES	6.044.826	8.791.863	3.012.043	6.267.651
dont ENT. BAT	186.324	404.915	45.932	200.507
TRANSFERTS	820.418	685.080	244.638	509.963
DEP. DIVERSES	1.117.366	1.190.953	571.469	960.143
TOTAL	48.860.056	57.779.837	29.918.987	60.810.344
PIP	4.175.000	4.863.000		2.422.000
3 SECURITE				
PERSONNEL	13.323.429	16.323.462	10.818.926	24.428.881
BIENS & SERVICES	5.480.636	7.046.147	4.410.991	6.186.751
dont ENT. BAT	110.383	475.006	178.728	294.921
TRANSFERTS	0	16.255	0	12.713
DEP. DIVERSES	424.850	403.936	100.778	462.527
TOTAL	19.228.915	23.789.799	15.330.695	31.090.871
PIP	3.463.000	3.407.000		2.466.000
4 EDUCATION				
4.1 Enseignement primaire et secondaire				
PERSONNEL	60.019.708	64.679.453	52.024.895	80.860.408
BIENS & SERVICES	5.713.418	4.355.666	2.019.324	9.970.415
dont ENT. BAT	1.289.671	782.685	274.209	5.055.820
TRANSFERTS	635.242	1.915.724	567.899	1.700.300
DEP. DIVERSES	584.611	405.624	554.054	1.027.457
TOTAL	66.952.979	71.356.467	55.664.588	93.558.581
PIP	6.883.700	9.065.000		15.749.000
INVESTISSEMENT	3.046.000	6.679.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	3.837.700	2.386.000		
4.2 Enseignement supérieur				
PERSONNEL	4.587.835	5.441.514	3.541.392	5.281.404
BIENS & SERVICES	1.143.921	1.910.455	644.417	5.001.090
dont ENT. BAT	17.618	6.188	13.222	29.651
TRANSFERTS	17.349.335	19.358.077	7.510.690	12.940.659
DEP. DIVERSES	5.772.162	5.335.759	2.197.689	4.447.573
TOTAL	28.853.253	32.045.805	14.018.560	27.670.726
PIP	5.384.000	17.593.000		8.416.000
INVESTISSEMENT	5.094.000	12.973.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	290.000	4.620.000		
Total Enseignement (10)				
PERSONNEL	64.607.543	70.120.967	55.566.287	86.141.812
BIENS & SERVICES	6.857.339	6.266.121	2.663.741	14.971.505
dont ENT. BAT	1.307.289	788.874	287.431	5.085.471
TRANSFERTS	17.984.577	21.273.801	8.078.589	14.640.959
DEP. DIVERSES	6.356.773	5.741.383	2.751.743	5.475.031
TOTAL	95.806.232	103.402.271	69.683.148	121.229.307
PIP	12267700	26658000		30812000

TABLEAUN°3 suite

5 SANTE AFFAIRES SOCIALES(7)				
PERSONNEL	19.520.160	21.939.391	15.143.943	31.313.584
BIENS & SERVICES	10.225.835	9.769.624	5.723.969	13.297.602
dont ENT. BAT	507.903	317.815	247.976	1.762.735
TRANSFERTS	928.699	604.481	328.899	433.801
DEP. DIVERSES	401.062	287.140	111.313	167.043
TOTAL	31.075.756	32.600.636	21.308.124	45.212.030
PIP	17.212.000	12.040.000		35.626.000
INVESTISSEMENT	15.405.000	10.847.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	1.807.000	1.193.000		
6 AGRICULTURE EAUX FORETS PECHE(8)				
PERSONNEL	11.323.236	13.680.117	9.162.138	17.782.853
BIENS & SERVICES	3.027.842	6.227.821	2.889.055	6.039.523
dont ENT. BAT	246.564	178.958	64.309	180.211
TRANSFERTS	94.300	543.962	493.150	31.152
DEP. DIVERSES	127.095	80.606	315.728	413.597
TOTAL	14.572.473	20.532.505	12.860.071	24.267.125
PIP	105.164.000	77.397.000	0	112.265.000
INVESTISSEMENT	98.622.000	66.407.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	6.542.000	10.990.000		
7 TRAVAUX PUBLICS				
PERSONNEL	2.900.945	3.646.189	2.496.663	4.774.055
BIENS & SERVICES	635.433	12.419.847	285.788	15.608.446
dont ENT. BAT	18.859	49.034	26.581	43.018
dont fonds routiers		11.869.000		15.000.000
TRANSFERTS	6.756	0	52.553	7.336
DEP. DIVERSES			365	0
TOTAL	3.543.134	4.197.036	2.811.895	5.389.837
PIP	88.589.000	41.229.000	0	94.371.000
INVESTISSEMENT	88.217.000	41.229.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	372.000			
8 TRANSPORT ET COMMUNICATIONS (9)				
PERSONNEL	1.424.852	1.777.771	1.080.771	1.952.816
BIENS & SERVICES	883.741	1.023.040	639.572	1.042.470
dont ENT. BAT	51.658	46.962	40.108	49.750
TRANSFERTS	1.456.372	756.287	110.557	853.754
DEP. DIVERSES	7.000	27.704	365	15.062
TOTAL	3.771.965	3.584.802	1.831.265	3.864.102
PIP	16.959.000	38.584.000		70.757.000
9 ENERGIE MINES				
PERSONNEL	1.951.803	2.324.609	23.707	885.957
BIENS & SERVICES	988.399	760.308	82.679	236.750
dont ENT. BAT	73.783	34.887	6.426	18.496
TRANSFERTS	27.699	20.552	0	741
DEP. DIVERSES	45.911	27.445	1.513	1.483
TOTAL	3.013.812	3.132.914	144.063	1.124.931
PIP	38.944.000	30.674.000		62.112.000
INVESTISSEMENT	34.929.000	25.153.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	4.015.000	5.521.000		
10 INDUSTRIE ARTISANAT COMMERCE				
PERSONNEL			1.602.346	1.870.769
BIENS & SERVICES			479.863	761.501
dont ENT. BAT			17.405	37.988
TRANSFERTS			0	19.550
DEP. DIVERSES			48.775	39.289
TOTAL			2.231.036	2.691.109
PIP	20.612.000	13.525.000		22.786.000
INVESTISSEMENT	18.098.000	10.940.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	2.514.000	2.585.000		

TABLEAUN°3 suite fin

11 LOGEMENT URBANISME TOURISME				
PERSONNEL			19.048	647.420
BIENS & SERVICES			106.662	310.921
dont ENT. BAT			6.504	13.890
TRANSFERTS				0
DEP. DIVERSES			1.500	5.189
TOTAL			140.889	963.530
PIP		6.672.000		23.027.000
INVESTISSEMENT		5.392.000		
ASSIS. TECH. ETUDE		1.280.000		
12 AUTRES(11)				
PERSONNEL	2.719.739	2.899.107	2.652.178	6.363.972
BIENS & SERVICES	2.313.266	3.485.964	611.747	3.739.240
dont ENT. BAT	49.467	37.901	132.530	188.774
TRANSFERTS	2.094.289	2.186.252	1.646.553	2.014.072
DEP. DIVERSES	89.133	61.806	55.365	186.616
TOTAL	7.216.427	8.633.130	5.080.572	12.303.900
PIP	27.488.000	17.876.000		23.483.000
INVESTISSEMENT	24.315.000	10.970.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	3.173.000	6.906.000		
DEPENSES COMMUNES ET INTERVENTIONS ETAT NON VENTILEES				
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500	1.447.592
PERSONNEL	25.238	20.486	21.026	1.447.592
BIEN ET SERVICES	1.955.500	1.415.447	7.875	1.797.320
TRANSFERT	27.628.026	15.875.398	31.826.502	38.046.208
DEPENSES DIVERSES	9.261.609	6.277.668	19.747.286	44.319.079
total	43.681.569	28.400.195	57.754.189	85.610.199
TOTAL BUDGET				
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500	
PERSONNEL	174.309.586	198.011.632	134.621.548	252.044.994
BIENS & SERVICES	55.119.054	67.404.223	32.805.623	86.350.287
TRANSFERTS	56.696.997	47.472.826	48.449.912	57.571.662
DEP. DIVERSES	24.023.729	20.467.887	29.095.378	56.368.667
TOTAL	314.960.562	338.167.764	251.123.960	452.335.610
TOTAL PIP	378.563.700	302.407.000		496.430.000
INVESTISSEMENT	341.582.000	250.564.000		
ASSIS. TECH. ETUDE	26.968.700	43.063.000		

Sources : Direction Budget, et Direction du Plan

Notes

(1) solde (1), Frais divers personnel (2)

(2) fournitures & services (3), matériel (4), entretien bât. (5), travaux (6), transport person (9)

(3) subvention, contribution (7)

(4) dépenses diverses (8)

(5) présidence, gouvernement, CSR, ANP, CND, HCC, CRES, MAE, HAE, Finance, Budget & plan, Travail, FOP

(6) Intérieur, police, justice, gendarmerie en 1992

(7) Minsanté, Affaires sociales, population, travail & prévention sociale

(8) Agriculture, eau & forêt, élevage ress hal, E. agri. D. R.

(9) MPTT, MTM

(10) y compris à partir de 1992 le ministère de l'emploi et de la formation.

(11) culture, jeunesse et sport, recherche

(12) Méthode : dépenses de personnel = crédits ouverts

dépenses de fonctionnement base engagement déc = 98% des crédits ouverts

98% étant le taux moyen d'engagements des deux années antérieures

(13) Il s'agit des dépenses exécutées en 1990 et 1991 et pour 1992 des prévisions du PIP 92.

REPARTITION SECTORIELLE DES DEPENSES COMMUNES
INTERMINISTERIELLES
et DES INTERVENTIONS DE L'ETAT (section 41, 43 et 80 à 82)

	1990	1991	1992
DEPENSES NON VENTILEES			
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500
PERSONNEL	25.238	20.486	21.026
BIEN ET SERVICES	1.955.500	1.415.447	7.875
TRANSFERT	27.628.026	15.875.398	31.826.502
DEPENSES DIVERSES	9.261.609	6.277.668	19.747.286
total	43.681.569	28.400.195	57.754.189
ADMINISTRATION GENERALE			
personnel	103.691	5.149	7.200
biens et services	1.668.576	1.099.800	923.223
transfert	1.998.436	1.393.800	2.323.223
dép diverses	650.000	650.000	1.300.000
		dont MAE	
personnel	573.363	254.536	62.661
biens et services	140.071	213.108	401.816
transferts	1.351.622	1.005.412	1.080.428
		dont MOP	
personnel	320.546	177.548	257.601
biens et services	1.519.555	1.071.000	1.214.476
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE			
personnel	997.600	437.233	327.462
biens et services	3.328.202	2.383.908	2.539.515
transferts	3.350.058	2.399.212	3.403.651
dep diverses	650.000	650.000	1.300.000
total administration généra	8.325.860	5.870.353	7.570.628
ENSEIGNEMENT			
biens et services	799.004	402.866	980.000
transferts	581.503	543.000	515.046
SANTE ET AFFAIRES SOCIALES			
transferts	29.796	27.042	26.854
SECURITE			
biens et services	300.000	382.415	500.000
COMMERCE INDUSTRIE			
transferts	174.500	851.950	708.875
AGRICULTURE			
transferts	80.000	523.000	461.360
TRANSPORT			
tranferts	121.093	115.300	58.004
TOTAUX DEPENSES COMMUNES			
Apur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500
personnel	1.022.838	457.719	348.488
biens et services	6.382.706	4.584.636	4.027.390
transferts	31.964.976	20.334.902	37.000.292
dep diverses	9.911.609	6.927.668	21.047.286
total	54.093.325	37.116.121	68.574.956

**REPARTITION SECTORIELLE DES DEPENSES COMMUNES INTERMINISTERIELLES
et DES INTERVENTIONS DE L'ETAT (section 41, 43 et 80 à 82)**

Cette répartition est une ventilation par natures (1:personnel, 2:biens & services, 3:transferts, 4:dépenses diverses) et par fonctions de la dépense. Il s'agit de voir avant tout dans quel domaine l'Etat dépense et non pas de proposer systématiquement une rebudgétisation dans les ministères concernés de ce type de dépense.

La dépense qui constitue le plus gros poste dans la rubrique "non ventilées" concerne les ristournes et les contributions aux collectivités locales.

		1990	1991	1992
DEPENSES NON VENTILEES				
43 18 20	Appur arriérés	4.811.196	4.811.196	6.151.500
1 41 81 01	Liste civile	5.550		
1 41 81 02	Personnel des maisons civiles	19.688	20.486	21.026
1		25.238	20.486	21.026
2 43 18 24	Cataclysme naturel	500.000	306.100	
2 80 07 01	Assistance tech fçaise	1.447.000	1.100.000	
2 41 83 023	eaux electricité, téléphone		1.000	1.000
2 41 83 01	Fournitures et services maisons civiles	8.500	8.347	6.875
2		1.955.500	1.415.447	7.875
3 80 07 31	Contributions diverses	1.887	1.431	30.729
3 80 17 11	Contributions diverses	24.373		36.711
3 80 97 02	Subventions aux collectivités locales	1.012.054	1.155.000	1.000.000
3 43 12 06	Remise percepteurs	250.000		98.000
3 81 07 61	Ristournes aux collectivités décent. au titre TUT	17.383.000	9.647.550	20.295.000
3 81 07 91	Ristournes des droits indûments perçus	39.712	11.500	24.062
3 43 18 02	Prix & récompenses officielles			
3 43 17 01	Redevance postale	500.000	130.567	
3 81 07 01	Ristournes aux collectivités décent.	8.417.000	4.929.350	10.342.000
3		27.628.026	15.875.398	31.826.502
4 43 18 04	Dépenses diverses & imprévues	2.477.894	2.241.345	4.340.686
4 43 21 01	Provision pour modifications taux de chancellerie	1.000.000	1.100.000	
4 43 18 04	Dépenses élections	142.048		5.000.000
4 43 21 02	Provision poste budgétaire pour intég ELD ECD	3.463.307	2.648.286	
4 43 18 03	Frais de contentieux	17.000	31.646	17.000
4 43 19 03	Frais de rapatriement	6.597	6.391	
4 43 18 15	Indemnisation des sociétés nationalisées			10.389.600
4 43 48 08	Dotation pour la structure unique	154.763	250.000	
4 43 48 10	Fonctionnement jeux îles	2.000.000		
4		9.261.609	6.277.668	19.747.286
ADMINISTRATION GENERALE				
1 43 38 01	Stagiaires à l'extérieur	103.691	5.149	7.200
2 43 17 03	Contributions au budget des garages administratifs	143.405	294.000	1.400.000
2 43 18 29	Fonctionnement avion gouvernement			123.223
2 43 18 11	Fêtes et cérémonies officielles	725.171	209.800	200.000
2 43 18 12	Achat imprimés	800.000	890.000	600.000
2		1.668.576	1.393.800	2.323.223
3 43 18 18	Frais divers de transferts de fonds	1.998.436	988.000	2.190.605
4 43 18 18	Dépenses spéciales (Présidence...)	650.000	650.000	1.300.000
MAE				
1 43 12 02	Visiteurs officiels, mission extérieur	573.363	254.536	62.661
2 43 14 02	Immeuble de la rue Gal Foy et l'Haye les Roses	40.000	40.000	44.000
2 43 13 01	Immeuble de la rue Gal Foy et l'Haye les Roses	9.665	62.057	110.000
2 43 11 04	Immeuble de la rue Gal Foy et l'Haye les Roses	75.406	96.051	232.816
2 43 15 02	Immeuble de la rue Gal Foy et l'Haye les Roses	15.000	15.000	15.000
2		140.071	213.108	401.816
3 43 18 11	Participation aux congrès intern.			
3 80 07 21	Contributions réservées ONU et représentants PNUD	178.000	147.000	
3 43 48 06	Bourses aux enfants des diplomates	75.000	75.000	
3 43 18 17	Charges de coopération internationale	299.788	16.512	310.428
3 80 17 01	Contribution à la libération de l'Afrique	24.000	24.000	20.000
3 80 17 02	Contribution aux dépenses OUA	774.834	742.900	750.000
3		1.351.622	1.005.412	1.080.428
MOP				
1 43 11 02	prise en charge provisoire des pers. Serv dissous	88.009	54.630	131.429
1 43 11 03	Personnel en congé de longue durée	232.537	122.918	126.172
1		320.546	177.548	257.601
2 43 37 01	Frais hospitalisation du personnel civil de l'Etat	1.465.763	1.056.000	1.164.876
2 43 37 02	Hospitalisation (retraités)	53.792	15.000	49.600
2		1.519.555	1.071.000	1.214.476

Répartition suite

ENSEIGNEMENT

2 43 48 03	Soins médicaux boursiers	4.884	866	
2 43 14 03	Foyer des Etudiants Malgaches Paris	50.000	50.000	55.000
2 43 48 04	Secours étudiants extérieurs			
2 43 15 03	Foyer des Etudiants à Paris	150.000	150.000	125.000
2 43 48 02	Frais transports boursiers	594.120	202.000	800.000
2		799.004	402.866	980.000
3 43 18 29	Prêts d'honneur			4.500
3 43 48 01	bourses OFCAU et bourses extérieures	351.503	293.000	300.000
3 43 48 06	Bourses à l'INSCAE	30.000	30.000	
3 43 48 07	Bourses vacances étudiants pays socialistes			
3 80 37 02	Subventions à l'IMATEP	200.000	220.000	183.046
	Subvention Académie malgache			27.500
3		581.503	543.000	515.046

SANTÉ AFFAIRES SOCIALES

1 43 18 16	Pupilles Nation	14.296	10.992	13.500
3 80 37 01	Contribution à l'Office des Anciens Combattants	15.500	16.050	13.354

SECURITE

2 43 18 23	Autodéfense des collectivités	300.000	382.415	500.000
------------	-------------------------------	---------	---------	---------

INDUSTRIE COMMERCE

3 80 37 02	Contribution chambre de commerce	4.500	4.950	4.147
3 80 37 05	Subventions à l'IMI		660.000	549.139
3 80 97 04	Contribution aux fonctionnement de l'OMNIS	170.000	187.000	155.589
3		174.500	851.950	708.875

AGRICULTURE

3 80 47 01	Contribution fonct de l'org prof du café et girofle		443.000	396.360
3 82 07 02	Subv à la caisse de réconv et amélio cult tabac	80.000	80.000	65.000
3		80.000	523.000	461.360

TRANSPORT

3 80 37 06	Subventions aux indemnités compens RNCFM	121.093	115.300	58.004
------------	--	---------	---------	--------

TOTAUX DEPENSES COMMUNES

	Apur arriérés	4811196	4811196	6151500
1	personnel	1022838	457719	348488
2	biens et services	6382706	4584636	4027390
3	transferts	31964976	20334902	37000292
4	dep diverses	9911609	6927668	21047286
	total	54093325	37116121	68574956

ENGAGEMENTS

MOIS DE: Décembre 1990

SITUATION DES ENGAGEMENTS

	CREDITS	INTERETS	SOLDE (1)	DIV. PERSO (2)	FOURN.SERV.	MATERIEL(4)	ENT. BAT (5)	TRAVAUX(8)	CONT.SUBV. (7)	DEP.DIV. (8)	TRANSP.PERS (9)	TOTAL	%	DISPO
INTERETS	67 420 500 000	67 407 772 000										67 407 772 000		12 728 000
INTERV.ECO	80 000 000								80 000 000			80 000 000		
INTERV.FIN.	26 090 000 000								25 865 578 000			25 865 578 000		224 422 000
INTERV.ADM	4 893 650 000								3 906 347 000			3 906 347 000		987 303 000
DEP. COMMUN	24 235 552 000		104 054 000	771 334 000	84 991 000	385 547 000	164 797 000		1 600 737 000	15 524 584 000	10 242 000	16 046 296 000		5 589 296 000
1 FINANCES	15 087 988 000		7 128 665 000	104 408 000	3 307 781 000	1 187 845 000	1 547 725 000			495 954 000	321 983 000	14 094 141 000		983 847 000
1 C.M.D	297 774 000									297 692 838		297 692 838		81 182
1 ECONOMIE ET	1 210 550 000		489 635 000	30 301 000	272 738 000	141 606 000	14 128 000			20 000 000	108 778 000	1 077 186 000		133 364 000
1 H.C.C	511 503 000									511 502 228		511 502 228		772
1 PRESIDENCE	8 789 010 000		1 364 780 000	33 234 000	1 118 510 000	677 234 000	76 217 000	11 213 000	75 299 000	687 834 000	178 805 000	4 221 208 000		2 547 804 000
1 M.A.E	9 887 782 000		4 140 138 000	66 542 000	2 270 907 000	496 837 000	198 740 000		774 464 000	18 604 000	620 369 000	8 586 601 000		1 301 161 000
1 F.O.P/	1 872 062 000		570 892 000	96 858 000	318 292 000	67 618 000	40 164 000		602 928 000	4 441 000	55 026 000	1 756 219 000		115 843 000
1 C.S.R	1 114 845 000									1 114 261 697		1 114 261 697		963 303
1 GOUVERNEMENT	1 385 547 000		609 303 000	2 859 000	330 657 000	4 989 000	3 494 000		97 109 000	143 227 000	8 499 000	1 200 137 000		185 410 000
1 ANP	2 254 145 000									2 249 413 465		2 249 413 465		4 731 535
1	40 390 986 000	0	14 303 393 000	334 202 000	7 618 885 000	2 575 929 000	1 880 468 000	11 213 000	1 549 800 000	5 542 930 228	1 293 540 000	35 108 360 228		5 282 625 772
2 DEFENSE	53 959 235 000		33 870 759 000	7 006 687 000	5 427 142 000	93 193 000	186 324 000	57 717 000	820 418 000	1 117 366 000	280 450 000	48 860 056 000		5 099 179 000
2 MININTER	16 236 733 000		9 172 522 000	134 447 000	1 235 637 000	1 029 128 000	53 838 000	6 335 000		348 850 000	75 231 000	12 055 988 000		4 180 745 000
2 JUSTICE	7 349 186 000		3 971 212 000	45 248 000	1 915 359 000	684 169 000	56 545 000			76 000 000	124 394 000	6 872 927 000		476 259 000
2a	23 585 919 000	0	13 143 734 000	179 695 000	3 150 996 000	1 713 297 000	110 383 000	6 335 000	0	424 850 000	199 625 000	18 928 915 000		4 667 004 000
3.1 MINESEB	71 387 990 000		59 968 594 000	651 114 000	2 342 787 000	706 662 000	1 289 671 000		635 242 000	584 611 000	590 308 000	86 168 979 000		5 219 011 000
3.2 MINESUP	28 899 635 000		4 352 500 000	235 335 000	743 700 000	46 831 000	17 618 000	8 881 000	17 349 335 000	5 772 162 000	146 691 000	28 673 253 000		226 662 000
3	100 287 625 000	0	63 721 094 000	886 449 000	3 086 487 000	753 493 000	1 307 289 000	8 881 000	17 984 577 000	6 356 773 000	737 199 000	94 842 232 000		5 445 693 000
4 POP&JEUNESS	3 843 155 000		2 288 829 000	64 728 000	421 222 000	34 839 000	11 000 000	180 769 000	172 503 000	356 442 000	95 471 000	3 625 803 000		217 352 000
4 MINSAN	29 653 812 000		15 497 215 000	1 669 388 000	7 898 192 000	842 675 000	496 903 000		726 400 000	44 620 000	244 564 000	27 420 157 000		2 233 665 000
4	33 496 967 000	0	17 786 044 000	1 734 116 000	8 319 414 000	877 714 000	507 903 000	180 769 000	898 903 000	401 062 000	340 035 000	31 045 960 000		2 451 007 000
5 MINAGRI	10 107 939 000		7 062 644 000	176 346 000	908 309 000	126 106 000	164 401 000	132 086 000	13 802 000	32 842 000	275 374 000	8 891 910 000		1 216 029 000
5 MPAEF	5 700 217 000		3 693 078 000	391 168 000	684 025 000	91 780 000	82 163 000	140 027 000	498 000	94 253 000	132 571 000	5 309 563 000		390 654 000
5	15 808 156 000	0	10 755 722 000	567 514 000	1 592 334 000	217 886 000	246 564 000	272 113 000	14 300 000	127 095 000	407 945 000	14 201 473 000		1 606 683 000
6 M.T.P	4 102 925 000		2 813 512 000	87 433 000	461 912 000	2 015 000	18 859 000	56 722 000	6 756 000		95 925 000	3 543 134 000		559 791 000
6 M.P.T.T	106 000 000		61 831 000	3 709 000	3 486 000	3 116 000					19 152 000	91 294 000		14 706 000
6 M.T.M.T	3 732 330 000		1 328 472 000	30 840 000	385 033 000	58 911 000	51 658 000	294 739 000	1 335 279 000	7 000 000	67 646 000	3 559 578 000		172 752 000
6a	3 638 330 000	0	1 390 303 000	34 549 000	388 519 000	62 027 000	51 658 000	294 739 000	1 335 279 000	7 000 000	66 798 000	3 650 672 000		187 458 000
7 INDET MINES	1 551 456 000		846 533 000	35 428 000	334 282 000	48 381 000	47 426 000		18 375 000	4 500 000	65 691 000	1 400 616 000		150 840 000
7 COMMERCE	1 728 564 000		1 038 847 000	30 995 000	315 931 000	79 725 000	26 357 000	4 986 000	9 324 000	41 411 000	66 620 000	1 613 196 000		115 368 000
7	3 280 020 000	0	1 885 380 000	66 423 000	650 213 000	128 106 000	73 783 000	4 986 000	27 699 000	45 911 000	131 311 000	3 013 812 000		266 208 000
8 MRSTD	2 903 391 000		364 623 000	19 526 000	243 779 000	281 937 000	14 896 000		1 832 680 000	22 682 000	49 185 000	2 849 308 000		54 083 000
8 MCAF	936 841 000		339 732 000	10 078 000	189 911 000	41 249 000	1 270 000		70 872 000	39 742 000	32 665 000	725 539 000		211 302 000
8 INFORMATION	3 946 103 000		1 902 893 000	62 887 000	1 309 521 000	44 426 000	33 301 000		190 737 000	26 709 000	71 106 000	3 641 580 000		304 523 000
8	7 786 335 000	0	2 627 248 000	92 491 000	1 743 211 000	367 612 000	49 467 000	0	2 094 289 000	89 133 000	152 976 000	7 216 427 000		569 908 000
	409 256 500 000	67 407 772 000	162 401 243 000	11 760 893 000	32 522 104 000	7 176 809 000	4 597 495 000	893 475 000	56 184 663 000	29 636 704 228	3 736 046 000	376 317 224 228		32 939 275 772

SITUATION DES ENGAGEMENTS AU MOIS DE DECEMBRE 1991

En FMG au 30/12/91

MINIST OU INSTITUT.	CRED.OUV.	NATURE DES DEPENSES										TOTAL ENGAGE	%	DISPONIBLE				
		Int dette(0)	solde acces(1)	Frais pers(2)	Fourm serv (3)	Matér.(4)	Entret.bat(5)	Travaux(6)	Contrib sub(7)	Dep. div(8)	Transp pers(9)							
FINBUD.43	24486930000		31968429	373715910	69994856	333484000	110195197						1944311596	11223282319	6390103	14093342410	57.60	10373587590
FINBUD.00	66020700000	48766112107														0	73.86	17254587893
FINBUD.82	80000000												80000000			80000000	100.00	0
FINBUG.41	15189625000			80743003	2644706216	522146351	1187456176							94097187	225392400	4754541333	31.30	10435083667
FINBUD.80	6302700000												4484511844			4484511844	71.15	1818188156
FINBUD.81	29443800000												29178852005			29178852005	99.10	264947995
tot finbud	141503755000	48766112107	31968429	454458913	2714701072	855630351	1297651373	0	35687675445	11317379506	231782503	52591247592	433.0201120	40146395301				
1 GOUV.	1542929000	431321724	540689	303984084	156392087	6709097			426315126	7004213	2545115	1334812135	86.51	208116865				
1 HCC	582653000									544138083		544138083	96.71	18514917				
1 MAE	10500811000		5515887924	43564727	2394061043	378251248	150044455		607000000	37697000	655767781	9782274178	93.16	718536822				
1 ANP	2484340000									2480021683		2480021683	99.83	4318317				
1 CSR	1249325000									1246381970		1246381970	99.76	2943030				
1 FOPTLS	1993352000	703393071	134969175	312847698	56764038	26545637			608000000	3513390	70201053	1916234062	96.13	77117938				
1 CMD	309951000									309911377		309911377	99.99	39623				
1 PRES.	6348197000	1642194243	26702465	2068277002	388083830	20703664	26110155	75282200	1090577411	400656413	5736587383	90.37	611609817					
1 ECO.PLAN	1130969000	9208112985	23672321	197491185	112617168	1558465				86522834	9629974958	851.48	-8499005958					
1	26122527000	0	17500909947	229449377	5276661012	1090108371	205561318	26110155	1716597326	5719245127	1215693196	32980335829	682.2848865	10028673663				
2 MINDEF	58807994000		36718524308	10393416763	7361397027	476009100	404915484	63963104	685079844	1190952573	485578768	57779836971	46.63	31277196997				
2 JUST.	8231879000		4898645145	52836629	1869401054	314571912	173912248			52998208	109261923	7471627119	40.72	4880071614				
2 MININTER	18153462000		11059638222	312341724	2692548405	569943809	301093263	383134000	16255000	350937773	249865008	15935757204	36.72	11487434356				
2	84993335000	0	15988283367	365178353	4561949459	884515721	475005511	383134000	16255000	403935981	359126931	23407384323	77.43782431	16367505970				
3.1 MINESEB	78645710000		64317435051	362017794	1976605094	301530913	782685277		1915723971	405623966	519844893	70581486959	22.24	61153219205				
3.2 MINESUP	32312749000		5396801676	44712163	1762051469	46003190	6188358		19358076807	5335759300	98211749	32045804512	85.10	4815556380				
3	110958459000	0	69714236727	406729957	3738656563	347534103	788873635	0	21273800578	5741383266	616056642	1.0263E+11	107.3391813	65968775585				
4 MPJCS	4315550000		2871379123	66830052	457663537	17898227	26365574	225908981	122439377	237303707	109779587	4135568165	39.69	2802820320				
4 MINSAN	32588397000		16869082496	2132099026	7979023765	400663083	291449603		454999316	49836700	260871748	28438025737	44.68	18028914808				
4	36903947000	0	19740461619	2198929078	8436687302	418561310	317815177	225908981	577438693	287140407	370651335	32573593902	84.36429179	20631735128				
5 MPAEF	7966664000		4490127552	440990319	380666545	36779528	58037059	1567796738	7815300	36840534	117566854	7136820429	42.38	4590226861				
5 MINAGRI.	13583106000		8593630476	155368470	768433924	120300853	120921290	2329874046	13146286	43765092	252443736	12397884173	38.05	8414784877				
5	21549770000	0	13083758028	596358789	1149100469	157080381	178958349	3897670784	20961586	80605626	370010590	19534504602	80.43169699	13005011738				
7 MIEM	1689272000		1031360982	21980219	276699889	21166445	15755145		16400000	2500000	55093746	1440956426	33.90	1116624927				
7 COMM.	1965435000		1249895349	21372673	231763899	60653319	19132161	1899576	4151933	24945230	78143748	1691957888	32.33	1330059217				
7	3654707000	0	2281256331	43352892	508463788	81819764	34887306	1899576	20551933	27445230	133237494	3132914314	66.22653383	2446684144				
6 MTP	4613568000		3543612543	102576220	394360675		49034000	12202866			95249588	4197035892	26.51	3390715833				
6 PTT	116209000		66499572	521992	1158147	340142					8776800	77296653	18.24	95010136				
6 MTMT	4214191000		1676256216	34493326	440272244	99787271	46962382	357915655	640987441	27704009	67827268	3392205812	47.19	2225680090				
6A	4330400000	0	1742755788	35015318	441430391	100127413	46962382	357915655	640987441	27704009	76604068	3469502465	65.42808081	2320690226				
8 MRSTD	3071101000		497137365	18842868	338374412				1935580000	18802465	13271154	2822008284	78.36	664551556				
8 MININFO	5567584000		2285971449	40456542	2707751278	40222093	18237608		205000000	5154578	35211592	5338005140	61.42	2147909197				
8 MCAR	1072218000		44272566	12426548	213123573	60651444	19683791		45672000	37849437	39456805	473116184	46.85	572025440				
8	9710903000	0	2827381380	71725958	3259249263	100873537	37901399	0	2186252000	61806480	87939551	8633129568	186.4325591	3384486193				

LOI DE FINANCE 1992

MINIST OU INSTITUT.	CRED.OUV.	NATURE DES DEPENSES									
		Int dette(0)	solde acc(1)	Frais pers(2)	Fourn serv(3)	Matér.(4)	Entret.bat(5)	Travaux(6)	Contrib sub(7)	Dep. div(8)	Transp pers(9)
PRES	2 094 071		518 705	85 606	729 330	15 917	21 179	18 907		160 133	133 131
1 GOUV.	10 840 071		266 300	34 821	260 921	75 639	3 782			460 955	40 696
1 HAE	2 173 475		0							1 039 475	
1 CRES	1 269 174		0							1 239 174	
CMO	257 888		0							257 888	
HCC	468 144		0							468 144	
MEDIAREP	150 000		0								
1 MAE	10 616 296		6 355 000	314 253	2 051 193	563 511	176 994		480 308	49 165	625 912
1 FOP	1 183 825		360 000	224 596	229 362	60 511	15 128		226 917	2 729	35 551
1 M.E.TRAMP	198 474		28 000	41 754	21 963	52 555	275				79 927
1 FINANC	4 545 781		2 643 000	181 087	950 231	506 974	92 658			46 396	165 341
1 BUDGETPLA	15 773 423		7 428 000	518 890	3 505 848	2 096 845	1 535 179			462 759	367 812
ECOHO	991 656		177 000	29 986	105 788	72 613	10 211			15 128	69 631
IGAP			31 000	2 408	26 635	3 092	3 584		971		1 418
DGDIE			235 000	5 223	42 143	1 891	378				2 269
SERV			759 000	6 329	95 044	2 063	9 472				10 095
DGCAPP			349 000	76 781	101 681	10 589	11 042		69 693	2 649	30 256
1 vice PM			19 000	15 147	32 675	71 857				8 320	18 910
2 vice PM			19 000	15 147	35 922	68 453				9 833	17 700
DGBDE			575 000	52 237	455 527	611 162	30 256		102 113	189 098	11 346
1			0								
1 adm g	50 560 268		19 761 005	1 601 691	8 644 263	4 215 672	1 910 148	18 907	900 002	4 411 846	1 629 997
2 FORCARM	60 968 305		40 873 000	12 089 587	5 237 355	422 667	204 599	49 921	520 370	979 738	481 020
2 JUST.	9 119 735		5 948 000	579 163	1 705 667	322 275	91 060		151	248 182	225 629
2 POLUCENAT	8 361 760		5 996 000	650 099	905 242	445 139	92 605			22 692	247 575
MININT	13 680 744		8 201 000	3 023 836	1 465 351	212 504	113 568	289 799	12 295	201 092	171 147
IGZP			28 000	783	21 270		3 687			526	473
2 securite	31 172 239		20 175 000	4 253 861	4 097 530	979 918	300 940	289 799	12 972	471 966	644 824
3.1 MRP	93 818 272		79 088 000	1 772 408	3 142 992	1 271 901	5 159 000		1 735 000	1 048 426	600 000
3.2 UNIVERSITE	28 127 587		3 435 000	1 846 404	4 688 121	192 879	30 256		13 204 754	4 538 340	191 897
EMPLOIFO	484 516		200 000	49 011	59 427	4 562	3 693			121 648	55 973
3 education	122 440 375		82 723 000	3 667 823	7 890 540	1 469 372	5 193 149	0	15 061 602	5 586 766	847 870
4 MINSAN	43 105 837		25 218 000	4 505 887	10 028 836	826 917	1 775 639		390 198	83 203	276 515
TRAV	856 756		283 000	90 536	62 716	133 957	7 564		24 204	756	5 137
POPULA	1 782 846		1 150 000	86 161	236 129	38 196	15 506	86 431	28 252	86 493	75 337
4 santé	45 545 539		26 851 000	4 682 584	10 327 781	999 072	1 796 709	86 431	442 654	170 452	356 989
5 ELEVRESH	5 313 862		3 131 000	515 966	410 369	39 331	29 953	1 065 899	15 506	7 564	87 866
5 MINAGRI	15 020 103		10 272 000	1 301 852	847 017	51 672	116 735	2 070 587	16 282	34 658	306 731
M.E.AGRIC	862 343		44 000	183 913	262 415	20 048	24 925			341 043	73 126
EAUFORET	2 736 169		1 955 000	379 022	129 546	44 223	10 276	124 048		38 773	56 622
5 agriculture	24 034 577		15 402 000	2 380 853	1 649 347	155 274	163 889	3 273 597	31 788	422 038	534 345
7A MIEN	306 808		823 000	62 957	167 179	18 833	18 873			1 513	36 697
INDART	1 508 630		389 000	24 412	189 322	14 900	13 803		13 899	8 808	32 635
COMM.	2 022 684		1 332 000	125 357	333 304	79 421	24 960	3 782	6 050	33 283	84 715
7	3 531 314		1 721 000	149 769	522 626	94 321	38 763	3 782	19 949	40 091	117 550
6 MTP	5 402 249		4 481 000	283 055	505 371	0	43 896		7 496		71 596
6 PTT	145 474		66 000	31 339	12 851	8 598					26 095
6 MTM	3 758 532		1 733 000	122 477	498 746	80 602	50 765	290 607	871 176	15 369	94 479
transport	3 904 006		1 799 000	153 816	512 599	89 200	50 765	290 607	871 176	15 369	120 574
8 MDUT	969 763		575 000	72 420	175 532	34 801	14 173	56 351		5 295	36 409
RECHSCIE	2 736 495		452 000	142 773	311 227	79 421	15 128	5 860	1 644 985	15 128	71 858
CULTURE	1 134 237		589 000	50 151	170 184	60 011	20 926	76	73 825	86 630	81 633
4 MPJCS	2 807 420		2 015 000	122 745	255 935	49 921	100 600	15 128	105 667	75 320	66 864
commun			2 584 000	428 303	2 110 497	203 620	55 973		230 699	11 346	140 689
8 autres	6 676 152		5 820 000	743 972	2 847 843	382 973	192 627	21 064	2 055 176	190 424	361 044
INTDET	134 671 830	16 291 237	0								
8 DEP COM IN	48 513 862		480 000	957 592	110 000	1 499 000	140 000		1 703 800	45 223 550	85 000
INTER ADM	5 294 861										
INTER FIN	30 789 000										
INTER ECO	85 000										
to Int	85 682 723		480 000	957 592	110 000	1 499 000	140 000	0	37 118 861	45 223 550	85 000
TOTALGEN	575 948 146	18 291 237	221 184 005	31 100 000	42 667 866	10 371 103	10 090 531	4 090 459	56 746 984	57 519 048	5 323 915
crédits ouverts			solde acc(1)	Frais pers(2)	Fourn serv(3)	Matér.(4)	Entret.bat(5)	Travaux(6)	Contrib sub(7)	Dep. div(8)	Transp pers(9)